DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse
Depuis 1963, un point de vue de gauche, réformiste et indépendant
En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

1937

Edition PDF du 2 janvier 2012
Les articles mis en ligne depuis DP 1936 du 19 décembre 2011

Dans ce numéro

Egalité: le Tribunal fédéral plus progressiste que la Télévision suisse romande! (Alex Dépraz)
Alors que la RTS nous abreuve des clichés les plus éculés sus les rapports entre les genres, les juges de Mon Repos critiquent la suppression du bureau zougois pour l'égalité

Lutte des cantons contre le petit crédit (Albert Tille)
Nouvel épisode d'une longue saga pour tenter de prévenir le surendettement personnel

Banquier: un métier ennuyeux (Jean-Pierre Ghelfi)
«Une once de prévention vaut une livre de soins»

Russie, Suisse, matières premières et transparence (Federico Franchini)
Et si le Kremlin contrôlait directement des sociétés suisses?

Egalité: le Tribunal fédéral plus progressiste que la Télévision suisse romande!

Alex Dépraz • 22 décembre 2011 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/19308

Alors que la RTS nous abreuve des clichés les plus éculés sus les rapports entre les genres, les juges de Mon Repos critiquent la suppression du bureau zougois pour l'égalité

Il y a d'abord eu cette interview de Jean-Jacques Roth [34] , rien moins que directeur du département de l'actualité à la RTS. Interrogé sur l'agression sexuelle d'une journaliste française au beau milieu d'une manifestation sur la place Tahrir au Caire, le cadre de la RTS critique surtout l'envoi de femmes journalistes en Egypte: pour Roth, *«envoyer une femme blonde sur la place Tahrir dans ces conditions, c'est comme la mettre dans la cage aux lions»*.

On n'est pas loin des préjugés les plus lamentables: une femme ne sort pas de chez elle en mini-jupe le samedi soir, et une journaliste ne va pas faire son métier dans un pays arabe sous tension, surtout lorsqu'elle est blonde. Que le raisonnement de l'ancien rédacteur en chef du *Temps* soit fondé sur la couleur des cheveux en dit long sur sa pertinence.

Mercredi soir, le diffuseur public a poursuivi sur sa lancée avec la première de l'émission *Tango* [35] . Annoncé à grands renforts d'articles dans les magazines spécialisés, ce programme veut aborder un sujet *«universel»*, les relations entre hommes et femmes. Non pas ce qui les rassemble, mais bien ce qui les différencie, comme si la société n'en faisait pas déjà assez dans ce domaine.

On craignait donc le pire et on n'a pas été déçu! Plateau divisé entre les hommes à gauche et les femmes à droite (à moins que ce soit l'inverse), invités mêlant sociologie de bazar et propos de vestiaires, animateurs visiblement venus de Mars et de Vénus [36] . L'émission n'aura fait que perpétuer les clichés les plus éculés sur les soi-disant différences entre les genres.

Pendant ce temps, les discriminations aussi inacceptables que bien réelles entre hommes et femmes perdurent 30 ans après l'adoption de l'article constitutionnel (DP 1936 [37]).

La majorité bourgeoise du Grand Conseil zougois avait, elle, considéré que le temps avait fait son œuvre. Elle a donc refusé de prolonger l'existence du bureau cantonal sur l'égalité, jugé superflu.

Saisi d'un recours, le Tribunal fédéral [38] a rappelé les autorités zougoises aux obligations imposées par l'article constitutionnel et par le droit international: tant que les inégalités salariales seront criantes, que les places de crèche seront aussi peu nombreuses, que plus de femmes que d'hommes travailleront à temps partiel, que les femmes continueront à être sous-représentées dans les postes dirigeants, que le nombre de femmes dans les autorités politiques sera systématiquement inférieur à celui des hommes, le chemin vers l'égalité est encore long. A défaut de bureau d'égalité, des mesures compensatoires s'imposent donc pour réduire ces discriminations inacceptables.

Un arrêt rendu par une Cour composée de... cinq hommes. Comme pour tordre le cou à un préjugé.

Lutte des cantons contre le petit crédit

Albert Tille • 26 décembre 2011 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/19331

Nouvel épisode d'une longue saga pour tenter de prévenir le surendettement personnel

La publicité pour le petit crédit doit être interdite. Les deux Chambres du Parlement fédéral ont accepté l'initiative [26] déposée par Josiane Aubert (PS/VD). La conseillère nationale entend, par cette mesure, freiner l'endettement grandissant des jeunes.

Ce dernier épisode dans le combat contre les méfaits du crédit à la consommation mené depuis 40 ans au Parlement a son origine dans le canton de Vaud. S'appuyant sur des dispositions ambiguës (art 75 et 80) d'une loi cantonale [27] , la commune de Lausanne a interdit la publicité pour le petit crédit. Le Tribunal cantonal [28] a cassé cette décision jugée contraire à la loi fédérale sur le crédit à la consommation. Il fallait donc modifier le droit fédéral, d'où l'initiative de la parlementaire vaudoise.

Cette intervention d'un canton est loin d'être une première. La réglementation du petit crédit est une lutte récurrente entre les cantons et le lobby bancaire. Bref rappel d'une interminable saga.

En 1971, le libéral genevois Déona dépose une initiative visant à prévenir le surendettement des consommateurs. Quinze ans plus tard, un projet trituré et amaigri par de longs débats parlementaires est écarté. Il est repêché en 1993 pour rendre la législation suisse euro-compatible. Mais cette loi fédérale minimaliste n'est d'aucune efficacité. Elle se limite à fixer des normes de transparence dans les contrats proposés aux consommateurs.

Les cantons qui ont la tâche d'assister les victimes du surendettement réagissent. Sept d'entre eux, essentiellement alémaniques, adoptent une législation cantonale pour combler les insuffisances des prescriptions fédérales. Le lobby bancaire a de la peine à combattre cette fronde cantonale. Son terrain de manœuvre privilégié est le Palais fédéral. Il donne donc son aval à une modeste retouche de la loi fédérale. Adoptée en 2001, la loi [29] précise (art. 38) que la Confédération règle la question de manière exhaustive. Les lois cantonales passent donc à la trappe.

C'est une régression. Et le mal s'aggrave. Selon une étude coordonnée au niveau européen par Eurostat, 10% des jeunes Suisses de 18 à 24 ans connaissent le surendettement. Le Parlement fédéral accepte donc de revoir sa copie et de renforcer la loi votée en 2001.

Mais les jeux ne sont pas faits. Les publicitaires montent au créneau et joindront leurs moyens à ceux des banques pour provoquer quelques changements d'opinion. Par ailleurs, le conseiller fédéral Burkhalter avertit qu'une interdiction de la publicité pour le petit crédit imposerait probablement une modification de la Constitution. Le peuple serait donc appelé à trancher…influencé, n'en doutons pas, par une avalanche publicitaire.

Banquier: un métier ennuyeux

Jean-Pierre Ghelfi • 24 décembre 2011 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/19317

«Une once de prévention vaut une livre de soins»

La crise des *subprimes* (2007-2008) est derrière nous. Mais pas la crise financière qui en a résulté. La conjoncture reste anémique aux Etats-Unis et les

pays européens sont confrontés à une crise de la dette qu'ils entendent maîtriser, pour la plupart, par des politiques d'austérité. N'y a-t-il pas d'alternative?

A *Domaine Public*, nous avons été intéressés par une tribune d'André Orléan [30], directeur de recherche au CNRS, sur la *«définanciarisation de l'économie»*. L'auteur relève que les prix des marchandises reflètent généralement correctement l'information dont les agents économiques ont besoin pour adapter leur comportement : une hausse du prix de l'énergie conduit les ménages et les entreprises à utiliser de manière plus économique et rationnelle l'énergie et à développer des appareils moins gourmands, par exemple. Il n'en va pas de même des prix (les taux d'intérêt) sur les marchés financiers qui peuvent au contraire fournir durablement des informations erronées et conduire les agents économiques à adopter des comportements eux aussi erronés.

A. Orléan relève notamment que les marchés ont manifesté une *«forte myopie»* lorsqu'ils ont déterminé les taux d'intérêt applicables aux dettes publiques des différents Etats de la zone euro lors de sa création. Ces taux sont devenus quasi identiques pour tous les pays participants, alors qu'ils divergeaient fortement auparavant, et à nouveau depuis 2008-2009. Même les prix des entreprises cotées en bourse peuvent devenir fantaisistes. La bulle internet (*dot.com*) a montré que les cours pouvaient devenir totalement déconnectés de la réalité. De même pour la bulle des *subprimes* et des titrisations, avec des marchés qui ont vécu quelques années dans l'euphorie puis qui sont tombés dans la sinistrose.

Les taux d'intérêt pratiqués par les marchés financiers à l'égard des dettes publiques sont aussi déconnectés des réalités selon A. Orléan. L'Italie est *«sanctionnée»* de manière déraisonnable incitant *«à des politiques de rigueur exagérées»*. Quant à la crise financière de 2007-2008, elle n'a pas été stoppée *«par l'action des supposées propriétés autorégulatrices de la concurrence financière»*, mais par l'action des gouvernements et des banques centrales.

Partant de ce constat, A. Orléan considère qu'il n'est pas suffisant d'améliorer la transparence financière. Il faut parvenir à *«définanciariser nos économies»*: *«En son principe, la définanciarisation repose sur la constitution de pouvoirs d'évaluation hors des marchés (entrepreneurs, syndicats, pouvoirs publics, associations), aptes à proposer des finalités conformes à l'intérêt collectif.»* Par ailleurs, Orléan accorde un rôle important à la banque centrale qui est *«un acteur spécialement outillé pour s'opposer aux marchés financiers et à leurs évaluations»*.

Sur notre faim

Mais encore? Nous ne cacherons pas que nous sommes restés sur notre faim. Mille auteurs ont déjà procédé à une analyse de la récente crise financière. Bien que son ampleur soit sans précédent depuis celle des années trente, elle n'est qu'une xième spéculation financière qui a particulièrement mal tourné, en partie parce que la finance s'est internationalisée (*«globalisée»*) depuis une trentaine d'années.

Sans remonter très loin, et pour ne citer que les plus *«célèbres»*, on rappellera les crises financières du Mexique, de l'Argentine, de la Russie, de plusieurs pays asiatiques, de l'Islande. Plus généralement, Philipp Hildebrand [31], président de la Banque nationale suisse, dans un exposé présenté lors d'une conférence de la *Federal Reserve de Chicago*, en septembre 2009, indiquait qu'entre *«1973 et 1997 seulement, il y a eu 139 crises financières documentées dans différentes parties du monde.»*

Oligarchies distinguées et soudées

Assurément, la dernière en date des crises financières a pris des proportions considérables. Mais pouvait-il en être autrement lorsqu'on sait que la part des profits de l'industrie financière américaine par rapport au total des bénéfices des entreprises de ce pays a augmenté de 10% au début des années 80 à un maximum de 40% en 2007, et que la part de la capitalisation boursière de cette même industrie financière a passé de 6% du

total à 19%. « Ces proportions apparaissent d'autant plus impressionnantes – même insoutenables – si vous observez que les services financiers représentent seulement 15% de la valeur ajoutée de l'économie américaine, et pas plus de 5% des emplois du secteur privé » écrit *The Economist* du 22 mars 2008.

Et qui y a-t-il derrière ces crises? Simon Johnson [32] , ancien chef économiste du FMI, décrit sans fard la cause de la plupart des crises qui conduisent des pays au bord de la banqueroute à s'adresser à cette organisation internationale. *«Typiquement, ces pays sont dans une situation économique désespérée pour la simple raison que les élites puissantes qui les composent profitent à l'excès des bonnes périodes et prennent trop de risques. Les gouvernements des marchés émergents et leurs alliés du secteur privé forment la plupart du temps une oligarchie aussi distinguée que soudée qui gère le pays comme une entreprise à but lucratif au sein de laquelle ils exercent le rôle de contrôle dévolu aux actionnaires. (…) Ces maîtres de leur mini-univers font certes des investissements qui bénéficient clairement à l'ensemble de l'économie, mais ils se mettent aussi à faire des paris plus grands et plus risqués. Ils estiment – avec raison, dans la plupart des cas – que leurs relations politiques leur permettront de veiller à ce que le gouvernement résolve les éventuelles difficultés qui pourraient en découler.»*

Est-ce à dire que les causes profondes des crises dont parle S. Johnson sont spécifiques aux pays émergents? Les oligarchies qui se croient *«maîtres de ces mini-univers»* n'existent-elles pas aussi dans nos pays développés? La question mérite pour le moins réflexion si l'on considère la politique du parti républicain aux Etats-Unis qui soutient sans réserves ni scrupules les agissements passés de Wall Street, et attribue au gouvernement fédéral la responsabilité de la crise des *subprimes*. Ou la manière dont le premier ministre conservateur britannique prend ses distances au sein de l'Union européenne pour *«préserver les intérêts de la City»*.

Amartya Sen et Adam Smith

Amartya Sen [33] , prix Nobel d'économie, propose une lecture différente de la récente crise. Manifestement l'idée de concevoir un *«autre»*capitalisme ne l'attire guère. Il puise, ô paradoxe pour qui ne connaît pas *vraiment* les écrits d'Adam Smith (1723-1790), ses réflexions dans l'œuvre de celui qui est considéré comme le fondateur de l'économie politique moderne.

Amartya Sen relève en particulier que le terme *«capitalisme»* n'apparaît pas dans l'œuvre d'Adam Smith. Le capitalisme est une*«invention»* du 19e siècle. Aujourd'hui, le terme est-il toujours adéquat, se demande-t-il, si l'on considère l'ensemble des services (éducation, santé, transports, retraite) qui échappent en totalité ou en grande partie à l'économie de marché? Sait-on qu'A. Smith parle à plusieurs reprises des banquiers, auxquels il associe toujours les termes de prudence et de probité ? A l'inverse, il n'a aucune considération pour ceux, qu'il qualifie de *«prodigues»* qui promeuvent des risques excessifs afin de réaliser des profits. Discutant des lois contre l'usure, A. Smith souhaite une réglementation publique pour protéger les citoyens contre les *«prodigues»* qui proposent des prêts douteux, car sinon *«une grande partie du capital du pays serait retiré des mains qui seraient les plus susceptibles d'en faire un usage profitable et avantageux, et jeté dans celles qui le plus probablement le gaspilleraient et le détruiraient»*. A. Sen est d'avis que la foi dans les capacités auto-correctrices du marché, qui est largement responsable des mesures de déréglementation, n'a pas pris en compte les activités des*«prodigues»*, ce qui aurait choqué A. Smith.

On l'aura compris, la préoccupation centrale d'A. Sen n'est pas de savoir s'il faut ou non un nouveau capitalisme pour lutter contre les dérives du néolibéralisme, mais de favoriser *«une nouvelle compréhension d'idées anciennes qui ont été malheureusement oubliées»* avec l'objectif *«de contribuer à instaurer un monde économique plus*

convenable».

Prudent et probe

Cette idée du *«banquier prudent et probe»* chère à Adam Smith a un côté rétro qui cadre mal avec les *yuppies* des *«grandes places financières mondiales»*. Paul Krugman, autre prix Nobel d'économie, appelle depuis des années de ses vœux, dans ses chroniques bi-hebdomadaires du *New York Times*, une reréglementation du secteur financier de manière à ce que le métier de banquier redevienne ennuyeux, comme il le fut jusqu'au début des années 80, c'est-à-dire avant le début de la déréglementation dudit secteur.

On trouve aussi cette notion d'ennuyeux dans l'exposé déjà mentionné de Philipp Hildebrand, dans lequel il traite des mesures à prendre pour rendre le système financier plus résilient: *«Conséquences de socles plus élevés de capitaux et de liquidités, les banques concernées paraîtront plus ennuyeuses. Leur taux de rendement sera plus faible. De même, leurs revenus seront moins volatiles et elles seront probablement plus bénéfiques pour l'économie dans son ensemble. De telles modifications doivent se traduire par un changement dans leur politique de rémunération. Celle-ci ne peut pas être une rue à sens unique; elle doit prendre en compte les risques encourus et être orientée sur le long terme.»*

Voilà donc quelques premières réflexions autour de la définanciarisation de l'économie. Nous n'avons qu'effleuré un sujet que nous reprendrons dans les semaines à venir. Nos lecteurs et lectrices sont invités à y participer.

Russie, Suisse, matières premières et transparence

Federico Franchini • 29 décembre 2011 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/19363

Et si le Kremlin contrôlait directement des sociétés suisses?

Après une phase difficile, caractérisée par des enquêtes sur des cas [2] de blanchiment d'argent impliquant les plus hautes sphères de l'Etat russe, les relations entre la Russie et la Suisse se sont améliorées. En 2010, les deux pays ont signé un accord [3] pour encourager les relations économiques. Les échanges commerciaux entre les deux pays se sont déjà multipliés par trois dans les cinq dernières années.

La Suisse est devenue le terrain de jeu des intérêts russes en Occident. La Confédération est la première destination [4] de l'argent transféré par des particuliers russes. Et elle est devenue terre d'accueil pour de richissimes hommes d'affaires et leurs sociétés, parfois directement liées au Kremlin. Les intérêts russes en Suisse sont concentrés dans le négoce de matières premières. Vekselberg, Kantor, Animisov, Safin, Timtchenko, Pumpyanskiy, les Russes présents dans le classement [5] des trois cents patrimoines les plus importants de la Suisse ont bâti leur richesse dans ce secteur, dans le commerce des métaux et du pétrole notamment.

Entreprises suisses en salade russe

Le flux économique entre les deux pays ne suit pas uniquement le sens est-ouest. Des entreprises suisses s'installent également en Russie. Cet immense pays, qui dispose d'un territoire riche en ressources naturelles, est devenu un lieu crucial pour les sociétés actives dans l'extraction (Holcim), le négoce (Glencore et Mercuria) et l'énergie (Axpo).

En Russie, les matières premières sont un secteur clé de l'économie. L'Etat y est impliqué, soit parce qu'il contrôle directement certaines sociétés – le géant gazier Gazprom et le pétrolier Rosneft par exemple -, soit parce que des oligarques proches du pouvoir sont à la

tête des plus importantes compagnies.

En 2005, le journal *Novaïa Gazeta* [6] avait comparé la Russie à une grande holding guidée directement par Poutine. Ce dernier aurait confié à ses proches la direction des filiales, les branches le plus importantes de l'économie comme par exemple le complexe militaro-industriel et l'extraction des matières premières. De ce fait pour pouvoir accéder et commercialiser cette manne, il est nécessaire établir de bonnes relations avec le gouvernement et les oligarques.

Prenons l'exemple de Glencore dont une partie importante des produits commercialisés provient de ce pays, l'aluminium et le nickel notamment. En 2006, la branche aluminium de Glencore a fusionné avec l'entreprise Rusal de Oleg Deripaska et avec SUAL de Viktor Vekselberg. Ces deux hommes sont très proches du Kremlin. Le *«suisse»* Viktor Vekselberg, cinquième patrimoine de la Confédération, est connu pour ses participations dans d'importantes entreprises helvétiques comme OC Oerlikon, Sulzer et Züblin. Il a été choisi par le président Medvedev pour coordonner la mise en place du centre de recherche de Skolkovo [7], une sorte de Silicon Valley russe. Deripaska, sixième fortune de Russie, est considéré comme le milliardaire de Poutine [8] qu'il a contribué à placer au pouvoir. La présence de Glasenberg, patron de Glencore, dans la direction [9] de Rusal avec Vekselberg et Deripaska permet à la firme zougoise d'être dans une excellente position stratégique.

En 2008, un troisième oligarque est entré dans Rusal. Mickael Prokhorov, troisième fortune de Russie, dispose actuellement de 17% du capital [10]. Grâce à Prokhorov, Rusal (et donc Glencore) possède plus d'un quart du capital du géant Norilsk Nickel [11], premier producteur mondial de nickel et de palladium ainsi que principal producteur d'or de la Russie. Mickael Prokhorov a annoncé ces jours sa candidature au Kremlin. Une candidature derrière laquelle se cacherait [12] la volonté de Poutine de fragmenter l'opposition.

Des poupées russes

75% du pétrole russe sont commercialisés à Genève, siège des plus importantes sociétés de *trading* pétrolier du monde. Parmi elles Gunvor [13], le premier fournisseur mondial d'or noir russe avec une chiffre d'affaire de 65 milliards de dollars. Gunvor a été fondée en 1997 par ses deux principaux actionnaires: le Suédois Törbjörn Tornqvist et le Finlandais d'origine russe Guennadi Timchenko. Ce dernier est également le principal actionnaire [14] et membre de la direction de Novatek [15], le plus grand producteur indépendant de gaz russe. Les deux milliardaires qui résident en Suisse se partagent le 90% de la société.

Gunvor est soupçonnée d'être directement contrôlée par le Kremlin. Comment cette société a-t-elle pu atteindre cette taille en moins de 15 ans? Gunvor commercialise un tiers de la production de Rosneft [16], le bras pétrolier du Kremlin [17]. Un tel succès aurait-t-il été possible sans le soutien de la classe dirigeante?

Le système politique russe de l'époque post-soviétique est fondé sur l'alliance entre l'appareil politico-administratif et le pouvoir économique. Un système qui tout à la fois garantit la stabilité politique et assure le partage des énormes richesses naturelles du pays. Les oligarques de la première heure s'étaient approprié les dépouilles de l'Etat grâce au feu vert du clan Eltsine. Avec l'arrivé au pouvoir de Poutine, certains de ces oligarques ont été *«éliminés»* et supplantés par une nouvelle génération de magnats plus proches du nouvel homme fort.

La *Wochenzeitung* [18] décrit l'essor de Gunvor à partir de 2003 lorsque le gouvernement russe déclare la guerre à Mikhaïl Khodorkovski, patron du groupe pétrolier Ioukos. L'oligarque est incarcéré et la société démantelée. A la place de Ioukos, le Kremlin crée une nouvelle société, Rosneft. Tandis que les anciens oligarques se retrouvent en prison, les nouvelles sociétés étatiques, Rosneft – mais également Gazprom qui a pris la place de l'ancienne Sibnef – sont vendues à une nouvelle génération d'oligarques qui

soutiennent le pouvoir politique en place à Moscou. Il s'agit du clan pétersbourgeois [19], une cercle de personnalités qui dans les années nonante gravitaient autour de l'Hôtel de ville de Saint Petersbourg et qui occupent aujourd'hui les hautes sphères du pouvoir politique et économique russe: Poutine, Medvedev, Miller [20] (directeur de Gazprom), Timchenko et d'autres encore.

Les soupçons du soutien politique dont bénéficie Gunvor reposent également sur les révélations [21] de Wikileaks: le mystérieux troisième actionnaire de la société serait Vladimir Poutine en personne. Selon le politologue Blekovsky [22], lié à l'opposant exilé Boris Berezovski, Poutine contrôlerait 50% de Gunvor à travers son représentant Timchenko. La société serait ainsi une des sources principales de l'immense patrimoine secret du premier ministre. Par le biais d'actions en justice et de déclarations dans la presse [23], Gunvor et Timchenko ont toujours démenti leurs liens supposés avec le pouvoir russe et Rosneft.

La vérité? Nul ne peut l'établir avec certitude. Elle se cache dans les constructions complexes abritant les compagnies de *trading*, un emboîtement de poupées russes ayant leur siège dans différents paradis fiscaux et dont on ne connaît pas les propriétaires ultimes.

Par voie de motion [24], la conseillère nationale Hildegarde Fässler-Osterwalder (PS/SG) demande au Conseil fédéral d'examiner le rôle de la Suisse en tant que siège de sociétés de matières premières. Une occasion d'y voir plus clair et de prendre les mesures légales imposant la transparence en matière de propriété et de contrats de fourniture. De manière à ce que la Suisse cesse de cautionner l'opacité et d'abriter les fruits de la corruption en Russie, 154e sur 178 pays dans le classement [25] de Transparency International.

Ce journal et le site sont publiés par la SA des éditions Domaine Public
P.A. Alex Dépraz - Chemin de Chandieu 10 - CH 1006 Lausanne - CP 10-15527-9 Lausanne

Liens

1. http://www.domainepublic.ch/pages/1937#
2. http://www.arte.tv/fr/992286,CmC=992324.html
3. http://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=40215
4. http://www.swissinfo.ch/fre/societe/Largent_des_tycoons_russes_se_deverse_sur_la_Suisse.html?cid=289792
5. http://www.bilan.ch/articles/economie/les-300-plus-riches-de-suisse-l%E2%80%99edition-2011-en-kiosque
6. http://www.courrierinternational.com/article/2005/12/22/comment-poutine-a-fait-main-basse-sur-l-economie-nationale
7. http://fr.wikipedia.org/wiki/Centre_de_recherche_et_d%C3%A9veloppement_Skolkovo
8. http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/le-milliardaire-de-poutine_473898.html
9. http://www.rusal.ru/en/investors/corp_management/board_of_directors.aspx
10. http://www.rusal.ru/upload/uf/b9c/UC_Rusal_Annual_Report_2010_eng.pdf
11. http://www.nornik.ru/en/
12. http://www.lemonde.fr/europe/article/2011/12/13/la-candidature-de-mikhail-prokhorov-un-coup-de-poutine-selon-la-presse%201617806%203214.html
13. http://www.gunvorgroup.com/
14. http://uk.reuters.com/article/2010/03/05/novatek-timchenko-idUKLDE6241NZ20100305
15. http://www.novatek.ru/en/about/management/BOD/
16. http://www.rosneft.com/

17. http://www.letemps.ch/Page/Uuid/9f04e12c-2b2d-11e0-bb6a-b5ed9cb75e4e/Le_g%C3%A9ant_russe_Rosneft_sinstalle_%C3%A0_Gen%C3%A8ve
18. http://www.woz.ch/artikel/2011/nr49/wirtschaft/21495.html
19. http://www.lemonde.fr/europe/portfolio/2007/11/29/le-clan-poutine_982809_3214.html
20. http://en.wikipedia.org/wiki/Alexey_Miller
21. http://www.letemps.ch/cables?id=08MOSCOW2632
22. http://web.archive.org/web/20071121013836/http://www.jamestown.org/edm/article.php?article_id=2372600
23. http://www.ft.com/intl/cms/s/e2a8af96-fe3f-11df-abac-00144feab49a,Authorised=false.html?_i_location=http%3A%2F%2Fwww.ft.com%2Fcms%2Fs%2F0%2Fe2a8af96-fe3f-11df-abac-00144feab49a.html&_i_referer=http%3A%2F%2Fen.wikipedia.org%2Fwiki%2FGunvor_%28company%29#axzz1Nq4WdZH2
24. http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20114097
25. http://www.transparence-france.org/e_upload/pdf/global_corruption_report_climate_change_french.pdf
26. http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20100467
27. http://www.rsv.vd.ch/dire-cocoon/rsv_site/doc.pdf?docId=5765&Pvigueur=&Padoption=&Pcurrent_version=9999&PetatDoc=vigueur&Pversion=&docType=loi&page_format=A4_3&isRSV=true&isSJL=true&outformat=pdf&isModifiante=false
28. http://www.jurisprudence.vd.ch/scripts/nph-omniscgi.exe?OmnisPlatform=WINDOWS&WebServerUrl=www.jurisprudence.vd.ch&WebServerScript=/scripts/nph-omniscgi.exe&OmnisLibrary=JURISWEB&OmnisClass=rtFindinfoWebHtmlService&OmnisServer=7001&Parametername=WWW_V4&Schema=VD_TA_WEB&Source=search.fiw&Aufruf=getMarkupDocument&cSprache=FRE&nF30_KEY=162903&W10_KEY=384423&nTrefferzeile=1&Template=search/standard/results/document.fiw
29. http://www.admin.ch/ch/f/rs/221_214_1/index.html
30. http://lemonde.fr/idees/article/2011/12/05/il-faut-definanciariser-l-economie_1613552_3232.html
31. http://www.snb.ch/fr/mmr/speeches/id/ref_20090926_pmh
32. http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2009/05/the-quiet-coup/7364/
33. http://www.nybooks.com/articles/archives/2009/mar/26/capitalism-beyond-the-crisis/
34. http://www.lematin.ch/loisirs/television/jean-jacques-roth-rts-n-envoie-pas-une-femme-blonde-sur-la-place-tahrir-2011-12-0
35. http://www.tsr.ch/emissions/tango/
36. http://fr.wikipedia.org/wiki/Mars_et_V%C3%A9nus
37. http://www.domainepublic.ch/articles/19284
38. http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=fr&type=highlight_simple_query&page=1&from_date=&to_date=&sort=relevance&insertion_date=&top_subcollection_aza=all&query_words=1c+549+2010&rank=1&azaclir=aza&highlight_docid=aza%3A%2F%2F21-11-2011-1C_549-2010&number_of_ranks=17